

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Pays nordiques

Une publication du SER de Stockholm
N°126 – Semaine du 26 octobre 2026

LE CHIFFRE DE LA QUINZAINÉ

Taux moyen pondéré de prélèvements obligatoires dans les pays nordiques

41,9 %

En 2024, les recettes fiscales et sociales des administrations publiques représentent 41,9 % du PIB de l'ensemble des cinq pays nordiques (moyenne pondérée par le PIB), contre 40,3 % dans l'Union européenne et 45,3 % en France. Le taux atteint 45,5 % au Danemark, 42,3 % en Finlande, 41,8 % en Suède, 39,2 % en Norvège et 36,5 % en Islande.

Sources : Eurostat, principaux agrégats fiscaux des administrations publiques.

Pays nordiques

Les autorités de supervision financière des cinq pays nordiques renforcent leur coopération.

Dans une déclaration commune publiée le 21 octobre, les autorités de supervision financière du Danemark, de la Finlande, de l'Islande, de la Norvège et de la Suède s'engagent à harmoniser leurs pratiques de supervision. Deux chantiers sont prioritaires d'ici leur prochaine réunion, à Stockholm en août 2027 : les contrôles des abus de marché et la mise en œuvre des règles européennes sur les services de paiement.

Telia prévoit de supprimer 900 postes, dont 690 dans les pays nordiques.

Le groupe de télécommunications a annoncé le 12 octobre la suppression d'ici la fin de l'année d'environ 900 postes, soit 6 % de ses effectifs : 280 en Finlande, 260 en Suède, 150 en Norvège et 210 dans les pays baltes. Il vise des économies brutes de 1 Md SEK (90 M€) par an et prévoit des charges de restructuration d'environ 600 M SEK (54 M€) au quatrième trimestre 2026. Les suppressions restent soumises aux négociations avec les syndicats.

Danemark

Le gouvernement a présenté son projet de loi de finances pour l'exercice budgétaire 2027.

Le projet traduit les dix priorités du programme de gouvernement de la coalition au pouvoir depuis juin, parmi lesquelles la jeunesse, le climat et l'énergie, la protection sociale et les retraites, les baisses d'impôts, la défense et le soutien à l'intelligence artificielle. Il prévoit notamment 2 000 places supplémentaires en licence dans les filières scientifiques et techniques, pour répondre aux pénuries de main-d'œuvre, et 900 M DKK (120 M€) supplémentaires pour l'enseignement primaire et secondaire, après la baisse du niveau des élèves relevée par la dernière enquête PISA. Un plan d'électrification est doté de 650 M DKK (87 M€) en 2027, puis de 850 M DKK (114 M€) par an de 2028 à 2030. Le projet comprend enfin 10,1 Mds DKK (1,35 Md€) de baisses d'impôts. Le taux de l'impôt sur les sociétés passera de 22 % à 19 % à partir de 2030, pour un coût estimé à 6,4 Mds DKK (856 M€). Les tranches intermédiaire et supérieure de l'impôt sur le revenu seront supprimées, pour un coût annuel respectif de 500 M DKK (67 M€) et de 2,4 Mds DKK (321 M€).

Le gouvernement propose une politique budgétaire expansionniste l'année prochaine, financée par l'utilisation de la marge de manœuvre budgétaire.

Il estime que le solde public devrait passer de +1,6 % du PIB en 2026, à -0,1 % en 2027. Les négociations sont désormais engagées avec les formations politiques représentées au *Folketing* (parlement) en vue de l'adoption du texte.

Le conseil économique des sages publie ses nouvelles prévisions pour l'économie danoise.

Dans son rapport d'automne, le conseil estime que la croissance du pays devrait atteindre 4,6% cette année, toujours portée par l'activité du

secteur pharmaceutique. Si la situation internationale se dégrade et que le prix de l'énergie continue d'augmenter, la croissance devrait être affectée de l'ordre de 0,5 point de PIB en 2027 et 2028. Compte-tenu de l'augmentation des dépenses de défense et du caractère expansionniste du PLF 2027, le conseil des sages estime que le solde public devrait être déficitaire de 1% en 2027. Le rapport consacre également un chapitre thématique à la question du stress au travail. 99 000 personnes supplémentaires seraient aujourd'hui en situation d'emploi, si elles n'avaient pas connu de situation de stress prononcé depuis 1995.

Les prix du marché de l'immobilier à Copenhague repartent à la baisse.

Alors que la progression très marquée des prix commençait à susciter de vives inquiétudes, la dynamique est en cours d'inversion. Le nombre de logements à vendre dans la capitale danoise est en hausse et les prix ont entamé leur baisse en septembre. Cette dernière devrait se poursuivre. C'est la première fois depuis mars 2024 que les prix de l'immobilier ont diminué à Copenhague.

L'inflation a de nouveau augmenté en septembre, mais les économistes ne voient aucun signe indiquant une répercussion des prix de l'énergie sur le reste de l'économie.

D'après *Danmark Statistik*, le taux d'inflation est passée de 2,0 % en août à 2,2 % en septembre, en moyenne annuelle. L'augmentation du prix des transports (7,7 % sur l'année 2026), elle-même causée par l'augmentation du prix du pétrole et du gaz, est la raison principale de cette hausse. Les économistes se veulent cependant rassurants, observant notamment que l'inflation sous-jacente (excluant l'énergie) a reculé de 2,2% en août à 1,9% en septembre.

À la fin de l'année 2024, le Danemark comptait près de 1,5

million d'investisseurs adultes

actifs. Leur nombre a augmenté de 77 000 par rapport à l'année précédente et de 343 000 depuis 2019, selon *Finans Danmark*. Trois facteurs sont mis en avant : la pandémie du Covid, qui a vu de plus en plus de gens s'intéresser aux investissements financiers en gestion directe ; le développement d'une plateforme numérique facile d'accès et compétitive ; l'avantage fiscal offert par le compte épargne-actions *Aktiesparekonto* créé en 2019 (17% d'imposition sur les plus-values), plus intéressant que les comptes d'investissement classique (27 % jusqu'à 79 400 DKK de gains, puis 42 % au-delà).

Le parlement groenlandais (Inatsisartut) propose d'interdire l'exploitation minière en eaux profondes.

Le 16 octobre, les parlementaires du territoire autonome ont adopté à l'unanimité une proposition de résolution obligeant le gouvernement groenlandais (*Naalakkersuisut*) à élaborer une législation interdisant l'exploitation minière en eaux profondes. Le parlement demande que l'interdiction s'applique jusqu'au 31 décembre 2029, avec possibilité d'une prolongation par périodes de deux ans. A la suite de l'adoption de cette résolution, le gouvernement s'est engagé à présenter un projet de loi visant à interdire temporairement l'exploitation minière en eaux profondes lors de la session de printemps du Parlement en 2027. Le vote au parlement a eu lieu au lendemain d'une déclaration du président américain Donald Trump selon laquelle l'exploration pétrolière, gazière et minière étaient en passe d'être lancées au Groenland, affirmation que les autorités groenlandaises ont aussitôt contestée, rappelant que toute activité dans ce domaine était soumise à la délivrance préalable d'autorisations.

La part de l'électricité dans le mix énergétique danois se situe désormais à 23,4%, la part des énergies fossiles poursuivant sa

baisse. Cette proportion a progressé de 1,5 % entre 2024 et 2025. Selon *Green Power Denmark*, cette tendance est principalement due à l'accélération de l'électrification du parc automobile et à l'utilisation de chaudières électriques et de pompes à chaleur dans le secteur du chauffage urbain. La consommation totale d'énergie au Danemark a baissé de 1,9 % l'année dernière. Cette diminution s'explique principalement par une forte réduction de la consommation de charbon et de pétrole, indique l'Agence danoise de l'énergie (*Energistyrelsen*). C'est la consommation des ménages qui a le plus diminué.

Un projet de loi reporte la transposition de la directive européenne sur la transparence salariale au 1er mars 2027.

Devant le parlement, la Ministre de l'Emploi et de l'égalité des genres, Ane Halsboe-Jørgensen, a présenté un nouveau projet de loi retardant la transposition de la directive européenne sur la transparence salariale. Cette directive controversée devait normalement entrer en vigueur au Danemark courant juin 2026, avant d'être décalée une première fois au 1^{er} janvier 2027. Après des négociations avec les partenaires sociaux, la ministre a décidé de différer à nouveau l'entrée en vigueur de la directive. *Dansk Industri* se félicite du report de la mise en place de la directive, même si elle précise que les délais sont toujours trop courts et ne permettent pas aux entreprises de s'adapter. L'organisation patronale réclame notamment le report de la transposition de cette directive au 1^{er} juillet 2027. À ce jour, cinq des 27 pays de l'Union européenne ont mis en place cette directive : l'Italie, la Lituanie, Malte, la Grèce et la Slovaquie.

Finlande

Le déficit public de 2025 est révisé à la hausse, à 3,8 % du PIB.

Selon les données révisées du 21 octobre, le déficit public atteint 10,7 Md€ en 2025, soit 3,8 % du PIB, contre 3,4 % estimé au printemps. Cette révision s'explique principalement par un déficit de l'État plus élevé et un excédent des administrations de sécurité sociale plus faible qu'initialement évalué. Le déficit se réduit néanmoins par rapport à 2024, où il représentait 4,4 % du PIB. La dette publique continue d'augmenter mais les projections sont toutefois révisées légèrement à la baisse pour atteindre 88,4 % du PIB en 2025 (88,5 % dans la dernière prévision), contre 82,5 % fin 2024.

Les exportations finlandaises de biens progressent de 21,8 % sur un an en août.

Selon les statistiques préliminaires publiées par les douanes le 8 octobre, les exportations de biens atteignent 6,3 Md€ en août 2026, en hausse de 21,8 % en valeur sur un an. Leur progression s'établit à 11,5 % sur la période janvier-août. Pendant l'été, les États-Unis ont dépassé la Suède comme premier débouché avec 1,0 Md€ de ventes en août, soit +224,3 % sur un an. Les exportations de médicaments augmentent notamment de 735 % sur un an en août.

Malgré l'accélération de l'inflation en septembre, les salaires réels continuent de progresser au troisième trimestre.

En septembre, l'inflation finlandaise accélère à 2,5 % sur un an, après 2,2 % en août, principalement sous l'effet de la hausse des prix des carburants et du fioul domestique. L'inflation sous-jacente, hors alimentation et énergie, demeure plus modérée à 1,5 %, tandis que l'indice harmonisé européen atteint 2,7 %. Dans le même temps, les rémunérations des salariés à temps plein augmentent de 3,5 % en valeur nominale et de 1,2 % en termes réels sur un an.

Le gouvernement prévoit des mesures à hauteur de 60 M€ pour alléger les coûts du carburant aux professionnels et aux particuliers.

Le gouvernement s'est accordé le 15 octobre sur un paquet d'aides de 60 M€ : 30 M€ aux entreprises du transport, de l'agriculture et de la sylviculture, 20 M€ de baisse supplémentaire de la taxe annuelle sur les véhicules et 10 M€ pour porter de 7 000 à 7 800 euros le plafond de déduction des trajets domicile-travail en 2027. Le financement prévu re-déploie 40 M€ de crédits inutilisés destinés au captage du CO₂ biogénique et 20 M€ de crédits d'entretien des infrastructures de transport. Les modalités des aides aux entreprises restent encore à préciser au regard des règles européennes.

Ubisoft devrait fermer son studio finlandais RedLynx.

Le groupe français Ubisoft a proposé, le 14 octobre, la fermeture de son studio RedLynx, installé à Helsinki. Le projet pourrait concerner jusqu'à 52 postes et reste soumis à une procédure de consultation des salariés. Connu pour la série de jeux Trials, RedLynx est partie intégrante d'Ubisoft depuis 2011. En octobre 2025, Ubisoft avait déjà engagé une réorganisation du studio portant sur un maximum de 60 postes et annoncé son recentrage sur les jeux mobiles.

Nokia prévoit de supprimer plus de 200 emplois en Finlande.

Le groupe Nokia prévoit de supprimer 253 emplois en Finlande dans le cadre de son programme de réduction des coûts et de restructuration. Ces suppressions de postes concerneront les sites d'Espoo, de Tampere et d'Oulu. L'entreprise justifie ces suppressions par la nécessité de préserver sa compétitivité et par sa capacité à investir dans des secteurs d'activité porteurs de croissance. L'entreprise emploie actuellement 6 800 personnes en Finlande.

Cinq projets finlandais obtiennent le statut européen de projet stratégique pour les matières premières critiques.

La Commission européenne a accordé, le 9 octobre, le statut de projet stratégique à cinq projets finlandais dans le cadre du règlement sur les matières premières critiques. *Arctial* et *CoNiKo* concernent la transformation tandis que *Sokli*, *Suhanko* et *Hautalampi* portent sur l'extraction. Ce statut leur donnera notamment accès à un traitement prioritaire et à des délais maximaux encadrés pour certaines procédures d'autorisation.

L'entreprise française Sesterce prévoit un projet de centre de données de 10 milliards d'euros à Jämsä.

Sesterce, entreprise technologique française, prévoit la construction d'un immense centre de données sur le site de l'ancienne papeterie Kaipola à Jämsä. L'entreprise, qui prévoit d'y implanter un centre de données dédié au super calcul et à l'intelligence artificielle, d'un coût de 10 milliards d'euros, confirme avoir pris une décision d'investissement sans toutefois divulguer l'identité du client ni des financeurs. Le projet se déroulera en trois phases, qui porteront la capacité de 200 MW à 600 MW, puis à 1GW. Le début des travaux est prévu pour fin 2026. Le chantier devrait employer environ 2 000 personnes et le centre, une fois achevé, devrait en employer 300.

Les annonces d'emploi liées aux centres de données ont presque quadruplé en un an.

Selon les données publiées par Duunitori (site d'offres d'emploi) le 15 octobre, plus de 3 400 annonces mentionnant les centres de données ont été diffusées sur la plateforme entre janvier et septembre 2026, contre environ 900 sur la même période de 2025. En septembre, leur nombre approche 800, contre 130 un an auparavant. Elles représentent 3,2 % de l'ensemble des annonces du mois. La construction concentre 46 % des annonces liées aux

centres de données depuis le début de l'année, devant l'industrie et la technologie (18 %). Les électriciens sont les plus profils les plus recherchés.

Islande

Les infrastructures électriques islandaises insuffisantes pour accueillir de nouveaux projets de centres de données d'ampleur dans les prochaines années.

Les trois plus gros centres de données islandais (des entreprises *atNorth*, *Borealis* (Vauban) et Verne (Ardian)) utilisent désormais environ 3,5% de l'électricité du pays. Cette part pouvant augmenter dans les années à venir, Karl Guðmundsson, responsable des investissements stratégiques au bureau de la Première ministre, estime qu'il n'y a pour l'heure pas assez de capacité électrique en Islande pour soutenir d'autres grands projets similaires dans les cinq à sept années à venir. Selon les chiffres du cabinet de conseil CBRE, la capacité combinée des centres de données de fournisseurs de services spécialisés en Islande serait d'environ 206 mégawatts cette année. A titre de comparaison, c'est environ 467 mégawatts en Norvège et 116 mégawatts en Finlande. L'écart deviendrait de plus en plus significatif avec le temps : on estime que la capacité des centres de données en Norvège et en Finlande sera de plus d'un millier de mégawatts d'ici 2030, contre seulement environ 300 mégawatts en Islande. Ces chiffres ne couvrent pas les centres de données détenus et exploités par les géants internationaux de la technologie eux-mêmes.

La BCI prolonge sa politique d'achat régulier de devises pour un mois et demi supplémentaire.

Lancée en mai et initialement prévue jusqu'au 15 octobre, la Banque Centrale Islandaise prolonge sa politique d'achat régulier de devises étrangères jusqu'au 30 novembre. Après s'être élevé à 12M € du 11 septembre au 15 octobre, le montant d'achat hebdomadaire sera toutefois réduit à 6M €, soit la valeur initialement annoncée en mai. Cela s'ajoute à l'intervention exceptionnelle de la BCI sur le marché

interbancaire le vendredi 25 septembre, en réaction à l'appréciation persistante de l'ISK.

Les femmes représentent moins d'un quart des dirigeants d'entreprises islandaises.

Les femmes représentent seulement 21,3 % des dirigeants d'entreprise en Islande en 2026, contre 20,1 % en 2021, soit une progression de 1,2 point de pourcentage en cinq ans. L'Association des femmes dans le milieu des affaires *Félag kvenna í atvinnulífinu* (FKA) souligne la lenteur de cette évolution et défend un objectif de représentation d'au moins 40 % de chaque sexe aux plus hauts postes de direction, tant dans le secteur public que privé.

L'Islande et ses partenaires de l'AELE signent un accord de libre-échange avec le Vietnam.

Le Vietnam et les quatre États membres de l'Association européenne de libre-échange (Islande, Norvège, Suisse et Liechtenstein) ont signé l'accord le 20 octobre à Hanoï. Les exportations islandaises de marchandises vers le Vietnam ont atteint 452 M ISK (3,3 M€) en 2025, en hausse de 40 % sur un an, dont environ 93 % de produits de la mer, principalement du maquereau. Selon l'association islandaise des entreprises de la pêche (*Samtök fyrirtækja í sjávarútvegi*, partie prenante), les exportations islandaises de produits de la mer ont atteint 253 Mds ISK (1,85 Md€) sur les huit premiers mois de 2026, soit plus de 39 % de la valeur des exportations de marchandises.

La fin de l'exportation du verre aux Pays-Bas pour commencer à le recycler en Islande.

Le PDG de l'entreprise de recyclage *Endurvinnslan hf.* annonce que les 6500 tonnes de verre précédemment exportées chaque année vers les Pays-Bas seront à présent recyclées en Islande. Cela participera à la réduction des émissions de carbone islandaises.

Norvège

Présentation du projet de loi de finances 2027.

Le gouvernement a présenté le 7 octobre le projet de loi de finances 2027. Selon le ministère des Finances, il cherche à concilier « maîtrise des finances publiques, renforcement de la sécurité nationale et soutien aux ménages ». Il se base sur un taux de croissance de 1,7% (contre 1% en 2026) et un taux d'inflation de 2,7% (contre 3,3% en 2026). L'excédent budgétaire global diminue légèrement à 8,6% du PIB, tandis que le déficit budgétaire, hors recettes d'hydrocarbures augmentent à 9,5% du PIB. Il sera entièrement financé par le fonds souverain, à hauteur de 2,7% de son encours. Les recettes diminuent de 2,63% en raison d'une baisse des recettes d'hydrocarbures. Le texte prévoit de réduire l'impôt sur le revenu d'environ 583 M€ pour 2027. « Il s'agit de la plus importante réduction de l'impôt sur le revenu inscrite dans un budget depuis vingt ans » selon le ministre des Finances Jens Stoltenberg. Cette mesure vise à rendre le travail plus avantageux et à encourager les personnes à prolonger leur activité professionnelle. Les dépenses sont globalement stables, mais elles marquent un effort particulier vers la défense (+592 M€), l'éducation et la santé (+282 M€).

L'inflation à 3,4% au mois de septembre

L'inflation a atteint 3,4 % sur un an en septembre. Les experts anticipaient une hausse des prix de 3,6 %, mais estiment que cela n'est pas synonyme de répit pour l'économie norvégienne. Ils n'écartent pas une nouvelle remontée des taux directeurs, la dernière ayant eu lieu le 24 septembre, à 4,5%.

Remise du rapport du groupe de travail sur le cadre éthique du Fonds souverain.

Le comité d'experts présidé par l'ancien gouverneur de la banque centrale, Svein Gjedrem, a remis son rapport le 15 octobre. Il propose de réformer en profondeur le cadre éthique du Fonds

souverain. Sa proposition la plus novatrice concerne l'arrêt de l'exclusion des entreprises participant à la chaîne de fabrication de l'arme nucléaire. Les principaux groupes d'armement américains, français et britanniques seraient ainsi susceptibles de réintégrer le portefeuille, y compris Boeing ou Airbus. Le comité relève que la Norvège achète elle-même des avions de combat ou des navires à des groupes exclus du Fonds souverain, ce qui peut paraître paradoxal. De plus, la concentration des investissements autour de quelques géants technologiques fait peser un risque croissant sur un Fonds censé rester largement diversifié. Le comité propose également de supprimer le critère sur les ventes d'armes à des États violant le droit humanitaire, au motif que juger un État relève de la diplomatie.

Recrudescence de la criminalité économique.

Dans son rapport 2026 sur le niveau de menace, la brigade financière (*Økokrim*) met en garde contre la présence de plus en plus marquée de réseaux criminels dans l'économie norvégienne, impliquant notamment des entités chinoises, selon le rapport. Leurs méthodes sont notamment le blanchiment d'argent, l'extorsion et les menaces. Le phénomène touche plusieurs secteurs, en particulier celui du tourisme dans le nord de la Norvège. Cela représente un risque majeur de sécurité nationale, alerte *Økokrim*.

Débat sur la question européenne.

La présidente du Parti conservateur Ine Eriksen Søreide a réaffirmé son souhait de voir la Norvège rejoindre l'UE, estimant que l'accord EEE n'était plus suffisant pour protéger les intérêts économiques et stratégiques nationaux. Selon elle, il n'est pas acceptable que 671 textes européens soient actuellement en attente de transposition dans le droit norvégien. « Tant que la Norvège ne se conformera pas à ses engagements au titre de l'EEE, elle ne pourra

pas s'attendre à recevoir un traitement de faveur de la part de l'UE », a-t-elle déclaré.

La Norvège pourrait instaurer des droits de douane sur les voitures électriques chinoises.

La Norvège pourrait être concernée par la nouvelle proposition franco-allemande visant à renforcer l'industrie automobile européenne face à la concurrence. La proposition prévoit que les pays de l'EEE et le Royaume-Uni puissent également en bénéficier, à condition qu'ils s'engagent à appliquer les mesures de défense commerciale de l'UE, notamment en instaurant des droits de douane sur les voitures électriques chinoises, s'inscrivant dans le cadre du dispositif *Made in Europe*. Cela pourrait toutefois constituer une violation des obligations de la Norvège vis-à-vis de l'OMC, qui exige que de tels droits de douane soient justifiés par un préjudice causé à l'industrie nationale, ce qui n'est pas

le cas de la Norvège, qui ne produit pas de véhicules électriques.

L'industrie norvégienne de la défense dénonce l'insuffisance de contrats norvégiens en Ukraine.

L'industrie de défense, dont les groupes *Kongsberg* et *Nammo*, ont réagi au fait que la majeure partie de l'aide militaire apportée par la Norvège à l'Ukraine continue d'être achetée hors de ses frontières et que le gouvernement ne donne pas suite aux recommandations du *Storting* visant à attribuer des contrats plus importants en Ukraine aux entreprises norvégiennes. « Il en résulte que des emplois, le développement technologique et les capacités de production sont délocalisés hors de la Norvège, alors que l'Europe a plus que jamais besoin de son industrie de défense » a déclaré Harald Solberg, directeur de *Norsk Industri*.

Suède

Le gouvernement d'Ulf Kristersson prépare un budget de transition pour 2027.

Le gouvernement du Premier ministre Ulf Kristersson, qui expédie les affaires courantes, présentera un budget de transition (*övergångsbudget*) pour 2027 le 12 novembre, selon la ministre des Finances Elisabeth Svantesson. Les partis pourront déposer leurs contre-projets jusqu'au 27 novembre et le *Riksdag* (Parlement) votera le 9 décembre. La ministre a réuni les huit partis représentés au *Riksdag* pour identifier des points d'accord. Elle a indiqué que la défense, sur laquelle tous les partis s'accordent selon elle, recevra davantage de crédits. Sans décision contraire, les mesures de soutien temporaires de 2026 prendront fin, ce qui relèverait automatiquement la fiscalité sur les carburants, le prix des transports en commun et les cotisations patronales sur les jeunes salariés.

Le gouvernement estime que la contribution de la Suède au budget de l'UE augmenterait de 60 à 70 % sur la période 2028-2034 si la proposition actuelle de la Commission était adoptée.

Selon la ministre des affaires européennes, Jessica Rosencrantz, citée le 8 octobre par le quotidien *Dagens industri*, la contribution suédoise augmenterait de 70 % si la proposition de la Commission européenne pour le prochain cadre financier pluriannuel était adoptée en l'état, en raison de la hausse des dépenses et de la suppression envisagée du rabais dont bénéficie la Suède. Selon les calculs du quotidien, la hausse atteindrait près de 35 Mds SEK (3,2 Mds€) par an par rapport à la contribution annuelle moyenne de 2024-2027, soit davantage que la marge annuelle pour des mesures nouvelles estimée à 30 Mds SEK (2,7 Mds€) par le *Konjunkturinstitutet* (institut de conjoncture). Le rabais sur la contribution dont la Suède bénéficie jusqu'à présent

représente 8 à 11 Mds SEK (0,7 à 1,0 Md€) par an. Au Conseil européen du 15 octobre, Ulf Kristersson a annoncé que la Suède rejetterait ce projet. Le Conseil européen n'est pas parvenu à un accord et son président prévoit une nouvelle réunion le 26 novembre.

L'activité progresse de 1,1 % en août et la plupart des indicateurs conjoncturels se situent au-dessus de leur tendance.

Selon l'indicateur mensuel du PIB publié le 9 octobre par *Statistiska centralbyrån* (SCB), l'activité a progressé de 1,1 % en août par rapport à juillet en données corrigées des variations saisonnières, et de 3,5 % sur un an en données corrigées des jours ouvrables, portée par la consommation des ménages et la production de biens. Dans sa synthèse conjoncturelle du 14 octobre, SCB relève que douze de ses quatorze indicateurs se situaient au-dessus de leur tendance de long terme en août ; selon l'institut statistique, la consommation progresse avec l'appui des mesures de relance destinées aux ménages cette année.

L'inflation atteint 1,5 % en septembre sous l'effet des prix de l'énergie.

Selon SCB, l'indice des prix à la consommation à taux d'intérêt fixe (KPIF), qui sert de référence à la cible de 2 % de la *Riksbank*, a progressé de 1,5 % sur un an en septembre, contre 0,7 % en août. Hors énergie, la hausse reste stable à 0,5 %. Sur un an, les prix de l'électricité augmentent de 17,0 % et ceux des carburants de 20,0 %. Les prix de l'alimentation reculent de 6,5 %, les soins dentaires de 21,9% et les transports locaux de 25,8% sous l'effet des mesures temporaires prises par le gouvernement. Selon le procès-verbal de sa dernière réunion, la plupart des membres du directoire de la *Riksbank* envisagent la possibilité de relever le taux directeur, actuellement à 1,75 %, d'ici la fin de l'année.

Le prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel attribué à Robert E. Hall et Michael Woodford.

L'Académie royale des sciences de Suède a annoncé le 12 octobre l'attribution du prix aux économistes américains Robert E. Hall (université Stanford) et Michael Woodford (université Columbia), pour avoir développé un nouveau type de modèles macroéconomiques qui a « nettement amélioré les possibilités de conduire une politique de stabilisation efficace ». Ces modèles intègrent la manière dont les ménages et les entreprises forment leurs anticipations et ajustent leurs décisions. Doté de 12 M SEK (1,1 M€), le prix sera remis le 10 décembre.

Volvo Cars enregistre une perte au troisième trimestre et supprime 2 500 postes, dont 2 000 en Suède.

Le constructeur automobile a annoncé le 23 octobre une baisse de 22,6 % de son chiffre d'affaires trimestriel sur un an, à 66,9 Mds SEK (6,0 Mds€), et une perte d'exploitation de 5,6 Mds SEK (504 M€), contre un bénéfice de 6,4 Mds SEK un an plus tôt. Le groupe explique ces résultats par l'effondrement de ses ventes en Chine, face à la concurrence des marques chinoises, et par les droits de douane américains. Il prévoit 5 Mds SEK (451 M€) d'économies supplémentaires d'ici fin 2027. Seule bonne nouvelle mise en avant par le groupe : son nouveau modèle électrique EX60 a déjà recueilli plus de 50 000 commandes.

Les commandes de Saab triplent au troisième trimestre, portées par la vente d'avions Gripen à l'Ukraine.

Le groupe de défense a enregistré 65,8 Mds SEK (5,9 Mds€) de commandes au troisième trimestre, contre 20,9 Mds SEK un an plus tôt. Ces dernières concernent principalement des avions de combat *Gripen E* pour l'Ukraine (24,6 Mds SEK, soit 2,2 Mds€), deux avions de surveillance *GlobalEye* (10,1 Mds SEK) et des systèmes pour des frégates allemandes (8,7

Mds SEK). Sur le trimestre, son chiffre d'affaires progresse de 30 %, à 20,6 Mds SEK (1,9 Md€), et son résultat d'exploitation de 42 %, à 1,9 Md SEK (175 M€). Le carnet de commandes atteint un niveau record de 364 Mds SEK (32,8 Mds€).

La Commission européenne désigne le projet minier de Viscaria, à Kiruna, comme projet stratégique pour les matières premières critiques.

Le 9 octobre, la Commission a retenu 46 nouveaux projets stratégiques dans 16 États membres au titre du règlement sur les matières premières critiques, sur 102 candidatures reçues lors de son deuxième appel. *Viscaria*, qui prévoit de rouvrir en 2028 une mine de cuivre et de fer à Kiruna, est le seul projet suédois retenu ; en Finlande figure notamment *Finncobalt*, filiale du groupe suédois *Eurobattery Minerals*. Le statut de projet stratégique facilite l'accès aux financements et encadre la durée des procédures d'autorisation, que le règlement limite à 27 mois pour les projets d'extraction et à 15 mois pour les autres.

Scaleway, fournisseur français de services cloud et de solutions d'IA, annonce le déploiement en Suède d'un supercalculateur.

Annoncé le 13 octobre lors de la conférence ai-PULSE à Paris, ce supercalculateur IA – qui s'appuiera sur des puces AMD – est le premier de *Scaleway* (groupe Iliad) hors de France. Le projet s'appuie sur le partenariat entre *Scaleway* et l'opérateur suédois *Tele2*, qui exploite deux centres de données en Suède. Le groupe français *Bull* (ex- *Eviden*) assurera l'intégration et la maintenance, *Giga Computing* fournira les serveurs, *HPE Networking* le réseau, *VAST Data* la plateforme de données et le français *Motul* le fluide de refroidissement. *Scaleway* met en avant le mix électrique suédois, largement décarboné. Le montant de l'investissement, la puissance installée et le calendrier de mise en service n'ont pas été communiqués. *Scaleway* a également annoncé l'ouverture à Copenhague d'une zone de calcul équipée de processeurs *Nvidia*.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriel (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	2025 (moyenne annuelle)	T1 2026	T2 2026
Suède	1,5	-0,2	1,0	1,5	0,0	1,6
Danemark	0,4	0,6	3,5	2,9	1,5	0,3
Finlande	0,8	-0,9	0,4	0,8	0,8	0,4
Norvège ¹	3,2	0,1	2,1	1,1	0,4	0,7
dont PIB continental	4,3	0,7	0,6	1,8	0,2	0,3
Islande	9	5,6	-0,7	1,3	3,7	-3,0

Sources : [OCDE](#), [SCB](#), [SSB](#), [DST](#), [Statice](#), [Tilastokeskus](#)

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel)²:

	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	2025 (moyenne annuelle)	T1 2026	T2 2026
Suède*	8,4	8,6	2,8	0,7	0,50	0,44
Danemark	7,7	3,3	1,4	1,9	0,90	1,71
Finlande	7,1	6,2	1,6	0,3	0,59	1,89
Norvège	5,8	5,5	3,2	3,1	3,31	3,07
Islande	8,3	8,8	5,9	4,1	5,25	5,19

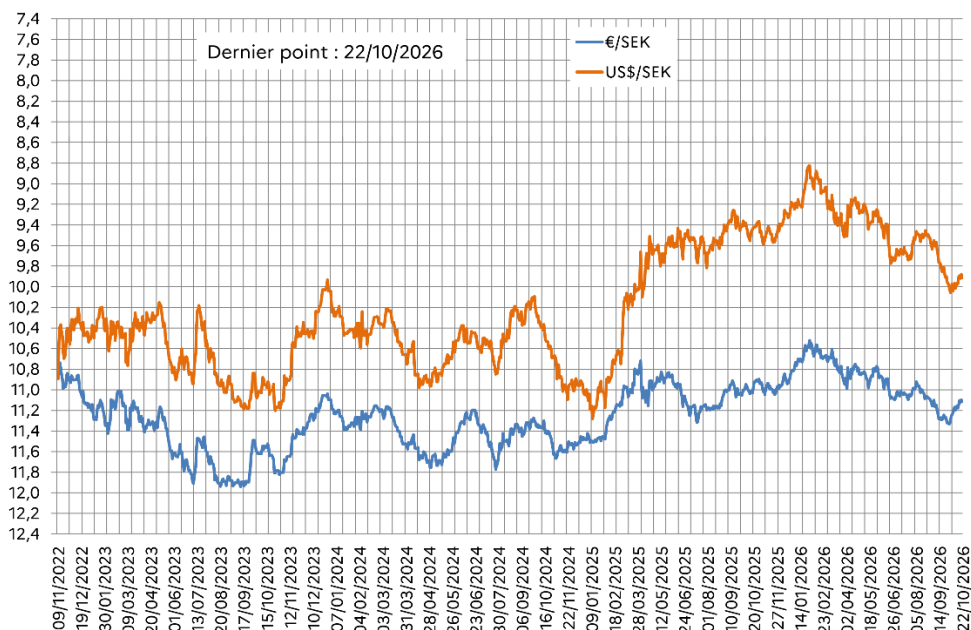
Sources : [OCDE](#)

² L'indicateur retenu est la moyenne trimestrielle des taux d'inflation mensuel (en glissement annuel) de l'IPC.

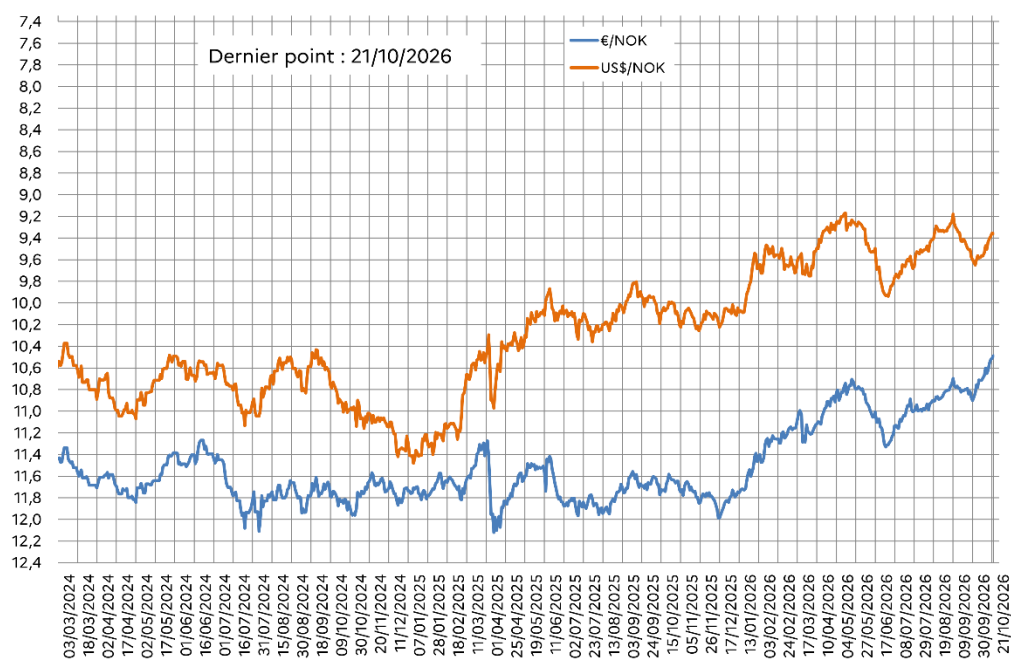
*IPC à taux variable, tenant compte des effets des taux d'intérêt sur les crédits hypothécaires.

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : la Cheffe du Service économique régional de Stockholm « pays nordiques » **S. Prudent**
stephanie.prudent@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : avec les contributions des Services économiques de Copenhague (M. Garrigue-Guyonnaud, M. Valeur, V. Brigodiot, A. Janssens), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, K. Lardé), Oslo (F. Choblet, Y. Le Lamer Le Guitton, M. Dein), Stockholm (J. Lauer Stumm, F. Lemaître, J. Grosjean, J. Picard, A. White) et de l'ambassade de France en Islande (G. Wagner, M. Kuntzmann).

Abonnez-vous : juliette.picard@dgtresor.gouv.fr